

DREAL-UD69-DB  
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-149**  
**instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrales n° : CI 78 et CI 79**  
**site anciennement exploité par la société GIVAUDAN FRANCE SAS à Lyon 8<sup>e</sup>**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 1997 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GIVAUDAN FLAGRANCES FRANCE dans son établissement situé 62 rue Cazeneuve à Lyon 8<sup>e</sup> ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé UTRS-CR-14-971-DB du 2 juin 2014 établissant le bilan des travaux de réhabilitation du site de GIVAUDAN FRANCE situé 62 rue Cazeneuve à Lyon 8<sup>e</sup> ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société GIVAUDAN FRANCE FLAGRANCES dans le cadre de la cessation d'activité de son établissement situé 62 rue Cazeneuve à Lyon 8<sup>e</sup> ;

VU le rapport intitulé « analyse des risques résiduels » (réf.0308.14-RN002a/bas/mca) du 10 février 2016 valant évaluation quantitative des risques sanitaires établi par la société BG Ingénieurs Conseils pour le compte de la société GIVAUDAN FRANCE SAS ;

VU la demande en date du 6 juin 2017 présentée par la société GIVAUDAN FRANCE SAS en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrales n° : CI 78 et CI 79 situées 62 rue Cazeneuve à Lyon 8<sup>e</sup> ;

VU le rapport du 5 mars 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, proposant le lancement de la consultation écrite prévue aux articles L. 515-12 alinéa 3 et R. 515-31-5 du code de l'environnement ;

VU la consultation écrite prévue aux articles L.515-12 et R.515-31-5 du code de l'environnement, organisée par courriers du 29 mars 2024, de la société GIVAUDAN FRANCE SAS, propriétaire et

ancien exploitant des terrains visés par le présent arrêté de servitude et du conseil municipal de Lyon;

VU le rapport de synthèse du 31 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT la présence d'une zone de pollution résiduelle en dioxines dans les sols, située à 7 mètres de profondeur en partie sud-ouest du terrain, sous un confinement étanche ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution résiduelle en dioxines dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des risques résiduels du 10 février 2016, le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juin 2014 et le dossier de demande de constitution de servitude communiqué par la société GIVAUDAN FRANCE SAS le 6 juin 2017 susvisés font état de la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité du site avec les usages envisagés ;

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'un projet d'arrêté de servitude a été défini en réponse au dossier de demande de constitution de servitude susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L.511-12 et R. 515-31-5 du code de l'environnement la société GIVAUDAN FRANCE SAS , propriétaire des terrains concernés et le conseil municipal de la commune de Lyon, ont été consultés sur le projet de servitude par courrier du 29 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que les personnes ainsi consultées n'ont pas émis d'avis sur ce projet, à la date du 31 juillet 2024, soit plus de trois mois après la consultation ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'article R. 515-31-5 du code de l'environnement, en l'absence d'avis émis dans un délai de 3 mois, cet avis est réputé favorable ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Sur le territoire de la commune de Lyon 8<sup>e</sup>, des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instaurées sur les parcelles ci-dessous et délimitées sur le plan en annexe 1 :

Commune	Références cadastrales		Superficie
	Section	Parcelle	
Lyon 8 <sup>e</sup>	CI	78	23 854 m <sup>2</sup>
Lyon 8 <sup>e</sup>	CI	79	

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : plan du périmètre défini en application de l'article R. 515-31-2 ainsi que les aires correspondantes à chaque catégorie de servitudes,
- Annexe 2 : Extrait de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)
- Annexe 3 : Liste des piézomètres avec leurs emplacements géographiques

L'utilisation des terrains concernés par les présentes SUP, et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions ou de démolition des constructions existantes doit être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

Trois types de zone dans lesquelles s'appliquent les servitudes sont définies :

- Zone 1 – Totalité de l'emprise du site ;
- Zone 2 – Emplacement des piézomètres de surveillance, disques de 2 m de diamètre centrés sur les piézomètres ;
- Zone 3 – Zone de confinement étanche.

## **Article 2 – USAGE**

### **Article 2.1 : Usage des terrains concernés par les SUP**

#### **Article 2.1.1 : Aménagement des terrains concernés et définition du changement d'usage**

Les terrains mentionnés à l'article 1 ont été placés dans un état permettant un usage industriel, tertiaire et résidentiel.

Toutes modifications telles que définies à l'article R. 556-1-B du code de l'environnement sont des changements d'usage. En particulier, les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition...) ou les paramètres d'entrée de l'analyse des risques résiduels (identifiés en annexe 2) sont des changements d'usage.

#### **Article 2.1.2 : Procédure de changement d'usage**

Toute modification de l'usage des terrains, au sens de l'article R. 556-1-B du code de l'environnement ou des dispositions des présentes servitudes, est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.

Les mesures définies dans ces études se substituent le cas échéant aux articles 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5 ci-dessous.

#### **Article 2.1.3 : Permis de construire ou d'aménager**

Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager :

- un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;
- ou, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation d'un bureau d'études justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 556-1 du code de l'environnement le pétitionnaire, en cas de changement d'usage, doit joindre à toute demande de permis de construire ou d'aménager l'attestation d'un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués afin de justifier que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

### **Article 2.2 : Aménagements et dispositions constructives**

#### **Article 2.2.1 : Respect des données constructives**

Les dispositions constructives prévues conduisent à des risques moindres que ceux déterminés dans l'analyse des risques résiduels (cf. Rapport BG 0308.14-RN002a/bas/mca du 10 février 2016) sur la base des hypothèses formulées dans cette même analyse. Elles concernent notamment :

- le taux de ventilation,
- l'épaisseur de la dalle,
- le niveau de sous-sol.

Les dispositions constructives ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2) et nécessitent une actualisation de l'analyse des risques résiduels afin de garantir la compatibilité.

### **Article 2.2.2 : Potagers**

Dans toutes les zones, à défaut d'éviter les contacts racinaires entre les végétaux et les sols pollués, l'usage du sol en tant que support de culture destinée à l'alimentation dans l'emprise du périmètre des SUP est interdit.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2).

### **Article 2.2.3 : Infiltration**

La réalisation d'ouvrage d'infiltration ou d'aménagement permettant aux eaux d'atteindre le sol sous la dalle étanche en zone 3 est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2).

### **Article 2.2.4 : Maintien du confinement de la pollution résiduelle – Zone 3**

La dalle étanche de type géo-membrane mise en place dans la zone 3 est maintenue en bon état.

Aucuns travaux ne doivent altérer le rôle fonctionnel de confinement de la pollution résiduelle de cette dalle.

En cas de dommage causé à cette dalle, le maître d'ouvrage doit sans tarder mettre en œuvre des mesures efficaces et pérennes permettant de rétablir intégralement le rôle fonctionnel de celle-ci.

Les dispositions, travaux ou aménagements ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2).

## **Article 2.3 : Travaux**

### **Article 2.3.1 : Réalisation de travaux**

Tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement.

Ces travaux n'ont pas pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants notamment vers les eaux de surface et les eaux souterraines ou dans l'air. Une vigilance particulière est à observer en cas de travaux en zone 3 (cf. article 2.2.4), au droit de laquelle subsistent des dioxines sous un confinement étanche. Tous les sols et matériaux d'excavation non réutilisés sur site devront faire l'objet d'une élimination en filière autorisée.

Les matériaux excavés et entreposés temporairement sur le site sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site...).

Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

### **Article 2.3.2 : Suivi des eaux souterraines durant les travaux**

En cas d'excavation ou de travaux souterrains, une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place par le responsable à l'origine de ces travaux, afin de démontrer l'absence d'impact de ceux-ci sur la qualité des eaux.

Dans le cas où une dégradation de la qualité des eaux souterraines est observée, le responsable de la surveillance met en place dans les meilleurs délais des mesures limitant la diffusion de la pollution hors site et/ou l'usage/consommation des eaux souterraines.

## **Article 2.4 : Réseaux piézométriques – Surveillance des eaux souterraines**

### **Article 2.4.1 : Maintien et autorisation de l'accès aux piézomètres**

Les ouvrages nécessaires à la surveillance des eaux souterraines identifiés en annexe 3 (Zone 2) sont maintenus en état et facilement accessibles tant que l'obligation réglementaire de surveillance est maintenue.

Les ayant-droits des parcelles concernées doivent autoriser et faciliter l'accès aux piézomètres à toute personne mandatée pour la surveillance des eaux souterraines.

### **Article 2.4.2 : Modifications du réseau de piézomètres, abandon de piézomètres**

Les ouvrages nécessaires à la surveillance des eaux souterraines peuvent, en accord avec l'ancien exploitant (s'il existe encore), être déplacés aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement.

Les nouveaux piézomètres sont implantés conformément à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 applicable aux ouvrages relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature « eau ». La mise à l'arrêt de piézomètre respecte les mêmes référentiels.

Les nouveaux emplacements et les nouveaux piézomètres doivent permettre une surveillance au moins équivalente à celle en place, leurs positions et leurs caractéristiques (profondeur, hauteur crépînée...) doivent être validées par un hydrogéologue qualifié.

### **Article 2.4.3 : Arrêt de la surveillance hydrogéologique**

Sur la base de données qui montrent que la surveillance hydrogéologique n'a plus lieu d'être poursuivie, la préfète peut, par arrêté, mettre fin à cette surveillance.

En ce cas, les dispositions requises pour cette surveillance deviendraient caduques : servitude d'accès aux dispositifs de surveillance, etc. et les piézomètres devraient être régulièrement mis à l'arrêt.

## **Article 2.5 : Usage des eaux souterraines**

L'usage des eaux souterraines est limité aux usages industriels ou assimilés. L'utilisation de ces eaux pour des usages domestique, alimentaire ou pour l'arrosage de plantes destinées à l'alimentation est interdite.

## **Article 2.6 : Surveillance et entretien du dispositif de confinement – Servitude d'accès**

L'accès aux terrains concernés par les présentes SUP est permis en permanence au dernier exploitant des installations classées, à ses ayants droit ou à ses mandataires, afin de lui permettre les travaux qui lui incombent au titre du code de l'environnement.

Ces travaux comprennent notamment la surveillance hydrogéologique du site tant qu'elle est maintenue.

## **Article 3 : information des tiers**

Dans le cas où le propriétaire des parcelles citées à l'article 1 décide de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toute ou une partie de ces parcelles, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

De même, le propriétaire des parcelles cadastrales citées à l'article 1 s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, à informer le nouveau propriétaire des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

#### **Article 4**

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup> alinéas, du Code de l'environnement.

#### **Article 5**

Les servitudes instituées par le présent arrêté peuvent faire l'objet d'une indemnisation dans les conditions prévues à l'article L. 515-11 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'ancien exploitant-propriétaire des parcelles concernées et au maire de Lyon.

En vue d'assurer l'information des tiers :

- il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Rhône ;
- il est annexé au plan local d'urbanisme et de l'habitat de la métropole de Lyon ;
- il fait l'objet d'une publicité auprès du service de publicité foncière (les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'ancien exploitant).

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

#### **Article 8 : Exécution**

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au président de la Métropole de Lyon,
- au maire de Lyon,
- à l'exploitant-propriétaire des parcelles concernées,
- au directeur départemental des territoires.